



Cahiers de recherche

Série Politique Economique

FUNDP
The University of Namur

Faculty of Economics,
Social Science &
Management

www.fundp.ac.be/facultes/eco

N°37 – 2009/02

La performance macroéconomique wallonne Quelques points de repères

C. Ernaelsteen et M. Dejardin



Document téléchargeable sur www.fundp.ac.be/cerpe
Contact : cerpe@fundp.ac.be

La performance macroéconomique wallonne

Quelques points de repères

Christophe ERNAELSTEEN et Marcus DEJARDIN

Centre de recherches en Economie Régionale et Politique Economique (CERPE)
des Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur

Cet article a été publié dans le numéro mai-juin 2009 de La Revue Nouvelle, pp. 37-45.

Résumé

Quelle a été la performance macroéconomique de la région wallonne sur ces douze dernières années ? Y a-t-il redressement ? Quels en sont les ressorts ou les entraves possibles ? Tels sont les questionnements abordés dans cette brève contribution. L'approche est essentiellement statistique. En termes de constats, les statistiques de croissance de la valeur ajoutée et de différentiels de croissance pour les sous-périodes (y compris la plus récente) mettraient plutôt en évidence une capacité wallonne à résister aux revers de conjoncture. En revanche, l'économie semble peu à même de profiter des périodes conjoncturelles plus favorables. La décomposition des sources de la croissance économique en Wallonie est également examinée. Elle met en évidence un ralentissement en termes de croissance de la productivité et de l'investissement. Enfin, quelques indicateurs d'inputs situent rapidement la performance régionale en référence à l'économie de la connaissance. L'appréciation générale de « peut mieux faire » est, à cet égard, réservée mais aussi encourageante.

Mots-clés : croissance économique, économie de la connaissance, région wallonne.

Introduction

Qu'en est-il du redressement wallon ? Quelle a été la performance macroéconomique de la région wallonne sur ces quelque douze dernières années ? Une tendance se marque-t-elle dans le sens du redressement ? Quels en sont les ressorts ou les entraves possibles ? Tels sont les questionnements abordés dans cette brève contribution. L'approche est essentiellement statistique.

Une première section s'attache à la mesure de la performance macroéconomique wallonne depuis 1995 et jusqu'en 2007, année la plus récente pour laquelle nous disposons d'information. La performance macroéconomique y est examinée à partir de données de valeur ajoutée, d'emploi, d'investissement et de productivité. Dans une seconde section, nous tentons de dégager une appréciation des ressorts de la performance wallonne en nous intéressant de plus près à la qualité des facteurs de production. L'accent est mis sur quelques facteurs généralement associés à l'économie de la connaissance. Viennent enfin nos conclusions.

Performance macroéconomique de Wallonie

Le premier indicateur utilisé par les économistes afin d'évaluer les performances d'une économie est la croissance réelle du PIB. Le PIB donne une estimation de la création de richesse (la valeur ajoutée) dans une économie et ce, quelle que soit l'origine géographique des facteurs de production. La croissance du PIB indique l'évolution dans cette création de richesse.

a) La croissance de la valeur ajoutée de 1995 à 2005

Le tableau 1 présente la croissance réelle du PIB en Wallonie de 1995 à 2000 et de 2000 à 2005, et la compare à celles observées en Belgique et dans la Zone euro.

Tableau 1 : Croissance réelle du PIB (taux de croissance annuel moyen en %)

	1995-2000	2000-2005
Wallonie	2,32	1,50
Belgique	2,70	1,62
Zone euro	2,74	1,50
Différentiel Belgique - Wallonie	0,38	0,12
Différentiel Zone euro – Wallonie	0,42	0,00

Sources : ICN et calculs CERPE.

Comme nous pouvons le voir, la croissance réelle du PIB en Wallonie s'est ralentie après 2000. Alors que la croissance annuelle moyenne en Wallonie s'élevait à plus de 2,3% sur la période de 1995 à 2000, elle ne se chiffre plus qu'à 1,5% de 2000 à 2005. Observons toutefois que le différentiel de croissance entre la Belgique (ou la Zone euro) et la Wallonie s'est réduit, passant d'environ 0,4 point de pourcentage à un niveau quasi nul. Le repli de la croissance a donc été relativement moins marqué en Wallonie.

Poursuivons en tentant à présent d'identifier les secteurs qui ont contribué à la croissance en Wallonie sur les deux sous-périodes considérées. Le tableau 2 ci-dessous fournit la répartition sectorielle de la valeur ajoutée brute (VAB) aux prix de base ainsi que la croissance et la contribution à la croissance de celle-ci pour chaque branche d'activités. La contribution à la croissance d'un secteur est définie comme le produit de deux éléments : d'un côté, la part du secteur dans la valeur ajoutée et de l'autre, l'accroissement de la valeur ajoutée. La contribution d'un secteur à la croissance mesure donc la partie, attribuable à ce secteur, de la croissance totale de la région.

Tableau 2 : Importance relative des secteurs dans la VAB, croissance réelle de la VAB et contribution à la croissance de la VAB (en %) en Wallonie¹

	Importance relative des secteurs dans la VAB			Croissance réelle de la VAB aux prix de base		Contribution à la croissance de la VAB	
	1995	2000	2005	95-00	00-05	95-00	00-05
SECTEUR PRIMAIRE	1,4	1,3	1,0	-0,04	-2,36	-0,00	-0,03
1. Agriculture	1,4	1,3	1,0	-0,04	-2,36	-0,00	-0,03
SECTEUR SECONDAIRE	23,8	25,0	24,3	2,70	0,74	0,65	0,18
2. Énergie	2,5	2,6	2,6	2,81	1,04	0,07	0,03
3. Industries manufacturières de biens intermédiaires (dont extraction)	8,7	9,1	9,2	2,64	1,57	0,23	0,14
4. Industries manufacturières de biens d'équipement	2,8	3,4	2,8	5,30	-2,17	0,16	-0,07
5. Industries manufacturières de biens de consommation	4,5	4,6	4,4	1,96	0,42	0,09	0,02
6. Construction	5,3	5,3	5,3	1,88	1,16	0,10	0,06
SECTEUR TERTIAIRE	74,9	73,8	74,7	1,39	1,56	1,04	1,16
7. Transports et communication	7,7	8,1	7,5	2,78	-0,21	0,22	-0,02
8. Commerce et horeca	14,3	12,9	12,9	-0,37	1,39	-0,05	0,18
9. Crédit et assurances	2,5	2,8	2,9	3,90	2,34	0,10	0,07
10. Soins de santé et action sociale	8,9	8,5	8,8	0,80	1,97	0,07	0,17
11. Autres services marchands	21,9	22,3	24,1	2,06	2,93	0,45	0,67
12. Services non marchands	19,6	19,2	18,4	1,26	0,45	0,24	0,09
Total	100,0	100,0	100,0	1,69	1,31	1,69	1,31

Sources : ICN et calculs CERPE.

Du tableau 2 ressortent les observations suivantes : tout d'abord, nous constatons une relative stabilité de la structure économique wallonne sur toute la période. Le secteur primaire (principalement, l'agriculture) génère un peu plus d'un pourcent de la VAB, le secteur secondaire environ 24%, et le secteur des services 75% dont 19% de services non marchands. En termes dynamiques à présent, notons que de 1995 à 2000, seuls deux secteurs étaient régressifs en Wallonie, à savoir l'agriculture et le secteur du commerce et de l'horeca. Tous les autres secteurs ont enregistré sur cette période une croissance positive, entraînant in fine une croissance réelle de la VAB wallonne de 1,69%. En ce qui concerne les années 2000 à 2005, trois secteurs ont affiché une diminution de leur VAB : les industries manufacturières de biens d'équipement, le secteur transports et communication et, à nouveau, l'agriculture. Les autres secteurs ont montré de bons résultats en termes de croissance réelle.

¹ Il s'agit ici de la valeur ajoutée brute aux prix de base. Pour obtenir le PIB à partir de la valeur ajoutée brute aux prix de base, il faut y ajouter les impôts sur les produits et soustraire les subventions sur les produits.

Enfin, soulignons l'excellent score du secteur « Autres services marchands² » qui, présentant une croissance réelle de près de 3%, a contribué pour plus de la moitié de la croissance de la valeur ajoutée wallonne sur la seconde période. Dans la mesure où ce secteur accueille aussi des activités mal définies ou hors nomenclature, dont probablement certaines activités nouvelles dans des secteurs émergents, ce résultat pourrait être symptomatique du renouvellement qualitatif du portefeuille d'activités. A considérer avec prudence, toutefois.

Selon la théorie économique, il est possible de distinguer deux sources de la croissance économique³ : d'une part, l'accumulation des inputs primaires (travail et capital) et, d'autre part, l'amélioration de l'efficacité productive globale de ces facteurs – également appelée productivité multifactorielle. L'évolution de ces différentes composantes, inputs primaires et productivité en Wallonie, est maintenant passée en revue.

b) L'emploi et la productivité en Wallonie de 1995 à 2005

Tableau 3 : Importance relative des secteurs dans l'emploi, croissance de l'emploi et de la productivité (en %)

	Importance relative de l'emploi			Croissance de l'emploi		Croissance de la productivité	
	1995	2000	2005	95-00	00-05	95-00	00-05
SECTEUR PRIMAIRE	3,3	2,6	2,2	-3,70	-2,62	3,80	0,26
1. Agriculture	3,3	2,6	2,2	-3,70	-2,62	3,80	0,26
SECTEUR SECONDAIRE	23,0	21,4	19,9	-0,50	-0,69	3,22	1,44
2. Energie	0,9	0,8	0,7	-1,46	-2,62	4,34	3,76
3. Industries manufacturières de biens intermédiaires (dont extraction)	6,8	6,0	5,7	-1,65	-0,29	4,36	1,87
4. Industries manufacturières de biens d'équipement	3,2	2,9	2,5	-0,83	-2,04	6,18	-0,13
5. Industries manufacturières de biens de consommation	5,4	5,0	4,5	-0,54	-1,38	2,51	1,82
6. Construction	6,6	6,7	6,5	0,93	0,23	0,95	0,92
SECTEUR TERTIAIRE	73,7	76,0	77,9	1,48	1,26	-0,09	0,29
7. Transports et communication	6,7	6,8	6,5	1,08	-0,14	1,68	-0,08
8. Commerce et horeca	18,1	17,0	17,6	-0,34	1,42	-0,04	-0,03
9. Crédit et assurances	2,3	2,1	1,8	-1,15	-1,83	5,10	4,25
10. Soins de santé et action sociale	10,6	11,8	12,8	3,00	2,41	-2,14	-0,44
11. Autres services marchands	13,0	15,5	16,3	4,47	1,83	-2,31	1,08
12. Services non marchands	23,0	22,8	22,9	0,71	0,82	0,54	-0,36
Total	100,0	100,0	100,0	0,88	0,76	0,80	0,55

Sources : ICN et calculs CERPE.

La structure de l'emploi wallon, à l'opposé de la valeur ajoutée, a enregistré quelques évolutions significatives sur les dix dernières années. En 1995, l'agriculture, l'industrie et les services regroupaient respectivement 3, 23 et 74% de l'emploi en Wallonie. Dix années plus tard, la nouvelle structure de répartition s'établissait comme suit : 2, 20 et 78% pour respectivement les trois mêmes regroupements économiques. L'expansion du secteur tertiaire,

² Ce secteur regroupe entre autres les activités immobilières, les activités informatiques, la recherche et le développement et les services fournis principalement aux entreprises.

³ Sous hypothèses de rendements d'échelle constants, de comportement maximisant des firmes et de concurrence parfaite.

caractéristique des sociétés développées, a continué à se marquer sur la dernière décennie. En ce qui concerne, à présent, le nombre total (de postes) d'emploi en Wallonie, celui-ci a crû de respectivement 0,9 et 0,8% en moyenne par an sur les deux sous-périodes. La croissance de l'emploi n'explique donc qu'en partie la croissance de la valeur ajoutée mise en évidence supra, l'explication complémentaire tenant à l'évolution de la productivité calculée par emploi. Sur la première période, cette dernière a augmenté de 0,8% l'an alors qu'elle n'a progressé que de 0,5% l'an de 2000 à 2005. Le ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée brute que nous avons relevé dans la sous-section précédente renvoie donc pour un quart, à un ralentissement de la croissance du nombre d'emploi et pour trois quarts, à la diminution de la croissance de la productivité.

c) L'investissement en Wallonie de 1995 à 2005

Le second input primaire contribuant à la croissance de la valeur ajoutée est le stock de capital. Chaque année, l'ICN⁴ publie une estimation de celui-ci au niveau national par secteur économique. Par contre, au niveau régional, l'ICN ne propose pas de ventilation de celui-ci. A défaut de posséder cette statistique, nous étudierons la formation brute de capital fixe qui, quant à elle, est disponible au niveau régional. Bien sûr, on ne peut affirmer que l'investissement révèle le stock de capital existant. Ce n'est pas parce que l'investissement est deux fois plus élevé dans un secteur par rapport à un autre que le stock de capital l'est également. Toutefois, dans la mesure où l'investissement constitue le renouvellement du stock de capital, plus la période considérée est longue et plus l'approximation devrait être acceptable.

Tableau 4 : Importance relative et croissance annuelle moyenne de l'investissement en Wallonie (en %)

	Importance relative de l'investissement			Croissance de l'investissement en termes réels	
	1995	2000	2005	95-00	00-05
SECTEUR PRIMAIRE	1,9	2,0	2,0	5,27	0,27
1. Agriculture	1,9	2,0	2,0	5,27	0,27
SECTEUR SECONDAIRE	23,3	24,8	21,1	5,76	-2,13
2. Energie	2,4	4,1	3,4	15,86	-2,02
3. Industries manufacturières de biens intermédiaires (dont extraction)	9,4	9,6	7,5	4,79	-3,67
4. Industries manufacturières de biens d'équipement	2,2	2,2	1,8	4,28	-2,80
5. Industries manufacturières de biens de consommation	6,0	5,8	5,1	3,77	-2,10
6. Construction	3,2	3,1	3,3	3,99	2,30
SECTEUR TERTIAIRE	74,7	73,3	76,9	4,55	2,13
7. Transports et communication	14,6	13,2	12,0	2,93	-0,13
8. Commerce et horeca	10,1	9,3	10,4	3,26	3,83
9. Crédit et assurances	1,2	0,9	1,3	-0,83	10,26
10. Soins de santé et action sociale	4,9	3,4	3,4	-3,01	1,00
11. Autres services marchands	36,8	39,3	44,1	6,35	3,13
12. Services non marchands	7,1	7,2	5,8	4,87	-2,90
Total	100,0	100,0	100,0	4,86	1,11

Sources : ICN et calculs CERPE.

⁴ Institut des Comptes Nationaux.

Au vu du tableau 4, on constate que l'investissement brut en Wallonie a crû de 1995 à 2000 de 4,86% (croissance annuelle moyenne, en termes réels) puis, cette croissance s'est ralentie aux alentours de 1% sur la période de 2000 à 2005. En ce qui concerne la répartition de l'investissement entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, celle-ci est proche de celle de la valeur ajoutée et de l'emploi. Remarquons toutefois que les investissements dans la branche « Autres services marchand » sont fortement en croissance. Aussi, en 2005, ce secteur a attiré environ 44% des investissements en Wallonie.

d) La performance macroéconomique sur la période la plus récente

Quoique la croissance ait été au rendez-vous en région wallonne en 2006 (2,66%) ainsi qu'en 2007 (2,08%), ces statistiques d'apparence plutôt favorable masquent une autre réalité et doivent être relativisées. En effet, alors que le différentiel de croissance entre la Belgique (ou la Zone euro) et la Wallonie s'était réduit pour la période 2000-2005 comparativement à la période 1995-2000, ce différentiel s'accroît à nouveau en 2006 (0,33 et 0,24 point de pourcentage) et 2007 (0,68 et 0,52 point de pourcentage, pour respectivement le différentiel Belgique-Wallonie et Zone euro-Wallonie).

Seuls deux secteurs confirment une croissance de la valeur ajoutée assez soutenue à la fois en 2006 et en 2007. Il s'agit des industries manufacturières de biens de consommation et la construction. Les autres secteurs se caractérisent par une croissance modérée ou enregistrent de fortes variations, positive et négative, se compensant en partie (l'agriculture ; le commerce et l'horeca ; le secteur du crédit et de l'assurance).

Du côté de l'emploi, la tendance de fond d'une tertiarisation de l'économie est confirmée. Les secteurs de l'énergie, de la construction et des autres services marchands voient le nombre de postes de travail progresser consécutivement sur les deux années 2006 et 2007. L'emploi est au contraire en diminution dans le secteur du crédit et de l'assurance. L'évolution est plus mitigée ou contrastée ailleurs. Si la productivité croît de 0,78% en 2006, elle régresse légèrement en 2007 (-0,07%). Ces résultats sont exprimés en termes nets et ne rendent pas compte d'évolutions sectorielles qui peuvent être fort différentes.

Enfin, en ce qui concerne l'investissement, l'année 2006 est marquée par une croissance soutenue (5,57%, en termes réels), en comparaison avec la tendance relevée pour la période 2000-2005. Là aussi, les évolutions sectorielles sont contrastées. La croissance est relativement forte dans l'agriculture, la construction, les activités de transport et de communication, les autres services marchands. Elle est négative dans les industries manufacturières de biens intermédiaires (dont extraction), dans le secteur du crédit et de l'assurance et dans les services non marchands.

Economie de la connaissance : les ressorts wallons

Depuis le Conseil européen qui s'est tenu à Lisbonne en mars 2000, il est fait grand cas de l'économie de la connaissance. L'engagement dans la recherche et la production d'innovation doit alimenter durablement la croissance européenne. Quels sont les ressorts wallons de ce point de vue ? Il est difficile d'obtenir une mesure directe de l'innovation. Pour apporter quelques éléments de réponse à la question sans pour autant prétendre la vider, nous nous intéressons de plus près à la qualité de facteurs de production spécifiques tels que le capital humain, les dépenses en Recherche et Développement, la prise de brevets. Ces facteurs contribuent à la production d'innovation. La présentation d'un indicateur économique synthétique dit « de Lisbonne » complète l'approche.

Le tableau 5 donne la répartition de la population wallonne et le taux d'emploi selon le diplôme. La statistique, établie en fonction du lieu de domicile (et non du lieu de travail) représente une mesure imparfaite de la qualité du capital humain participant à la création de richesse en région wallonne.

Tableau 5 : Répartition de la population wallonne et taux d'emploi selon le diplôme

Diplôme	Répartition de la population (%)		Taux d'emploi (%)	
	2000	2005	2000	2005
Primaire ou sans diplôme	26,92	23,47	30,9	27,7
Secondaire inférieur	25,29	22,72	47,1	43,4
Secondaire supérieur	28,73	31,84	60,3	60,3
Sup. non univ. de type court	11,33	13,03	80,7	78,8
Sup. non univ. de type long	1,78	1,94	83,1	79,1
Universitaire	5,94	6,99	83,5	83,5

Sources : Enquêtes sur les forces de travail, DGSIE.

En 2005, près de 22% de la population est détentrice d'un diplôme de l'enseignement supérieur. En comparant les répartitions en 2000 et 2005, on note le glissement vers les catégories Secondaire supérieur, Supérieur non universitaire et Universitaire. Quoique l'évolution puisse être en partie expliquée par l'enseignement pour adultes ou par la migration, elle traduit plus sûrement l'allongement des études auprès des jeunes. Ceux-ci prennent davantage le temps de leur formation.

L'examen du taux d'emploi par diplôme confirme largement que l'investissement dans l'éducation augmente les chances de trouver un emploi. En 2005, être détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur signifiait que l'on disposait d'un emploi dans environ huit cas sur dix. Pour un détenteur d'un diplôme de l'enseignement primaire ou une personne sans diplôme, ce rapport chutait fortement (moins de trois cas sur dix).

La Recherche et Développement (R&D) constitue un facteur important pour la production d'innovation. Lors du Conseil européen de Lisbonne (2002), l'objectif fixé est d'atteindre une dépense en R&D de 3% du PIB (1/3 d'origine publique ; 2/3 en provenance des entreprises) et ce, au niveau de l'Union dans son ensemble. Des Etats membres, dont la Belgique, ont transposé l'objectif. Pour la Belgique, cela inclut les régions (Kegels, 2009).

A la lecture du tableau 6, on peut remarquer que la Wallonie est encore loin d'atteindre l'objectif en 2005. On notera toutefois que ses dépenses sont aussi proches de la moyenne européenne (des 27) et que les efforts publics ont été récemment révisés à la hausse, notamment au travers du Plan Marshall.

Tableau 6 : Dépenses de Recherche et Développement en Wallonie
(en millions d'euros et en pour cent du PIB)

	1995	2000	2005
DIRDE ⁵	635,85	850,14	962,76
En % du PIB	1,27%	1,43%	1,36%
CPBRD ⁶	215,63	304,02	359,43
En % du PIB	0,43%	0,51%	0,51%

Source : Politique scientifique fédérale.

En matière de brevets, la région wallonne enregistre des performances relativement modestes. Dans un article publié cette année, Capron présente une statistique de 110 brevets déposés par million d'habitants en 2002. La statistique belge est de 141. L'auteur souligne néanmoins une amélioration des résultats sur les quelques années qui précèdent.

Enfin, dans son Quatrième rapport sur la cohésion économique et sociale (mai 2007), la Commission européenne propose un indicateur économique synthétique dit « de Lisbonne ». Celui-ci tient compte de la productivité régionale, du taux d'emploi, des dépenses de R&D, du chômage de longue durée et du niveau d'éducation des jeunes. La valeur de cet indicateur est comprise entre 0 et 1. L'indicateur établi pour 2004-2005 situe la Wallonie (0,49) très près de la moyenne européenne des 27 (0,51). La valeur pour la Belgique monte à 0,59.

⁵ Dépenses intra-muros de recherche et développement des entreprises.

⁶ Crédits publics budgétaires de recherche et développement. Ceux-ci étant disponibles par entité fédérée, nous avons considéré, pour le territoire wallon, les CPBRD de la Région wallonne et une partie des CPBRD de la Communauté française de Belgique correspondant à la part des francophones de Wallonie dans le total des francophones de Belgique en supposant une clé de répartition de 80/20 à Bruxelles.

Conclusions

Abordant la performance macroéconomique de la Wallonie à partir de données de valeur ajoutée, d'emploi, d'investissement et de productivité, cette brève contribution fait écho aux préoccupations d'origines diverses pour le redressement wallon. En fait de redressement apprécié sur ces douze dernières années, les statistiques de croissance de la valeur ajoutée et de différentiels de croissance pour les sous-périodes (y compris la plus récente) mettraient plutôt en évidence une capacité wallonne à résister aux revers de conjoncture. En revanche, l'économie semble peu à même de profiter des périodes conjoncturelles plus favorables. La décomposition des sources classiques de la croissance économique (accumulation des inputs primaires, travail et capital, d'une part, et amélioration de l'efficacité productive globale, d'autre part) a permis en outre de pointer l'irrégularité et le caractère contrasté des résultats wallons tant en termes de croissance de la productivité qu'en termes d'investissement. La tendance au ralentissement pour ces deux indicateurs (hormis en 2006) reste néanmoins interpellante.

Dans l'économie de la connaissance, l'engagement dans la recherche et l'innovation doit alimenter durablement la croissance. Les quelques indicateurs d'inputs passés en revue à cet égard, en référence à la Wallonie, tendent à produire une appréciation de « peut mieux faire ». Cette appréciation repose sur le constat d'une situation assez conforme à la moyenne en Europe mais sûrement moins favorable si l'on réduisait la comparaison à la moyenne belge. Il faut aussi tenir compte des efforts wallons récents pour soutenir l'innovation.

Références

Capron, H. (2009), « La compétitivité des régions », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 1&2, pp. 115-136.

Kegels, Ch. (2009), « La politique d'innovation dans une économie de la connaissance », *Reflets et perspectives de la vie économique*, 1&2, pp. 151-159.

Ces deux références sont extraites d'un même numéro (double) spécial de la revue *Reflets et perspectives de la vie économique* (De Boeck, 2009) intitulé « Wallonie & Bruxelles. Analyses & enjeux » et coordonné par Florence Thys et Marcus Dejardin.

Commission européenne (2007), « Des régions en pleine croissance, une Europe en pleine croissance – Quatrième rapport sur la cohésion économique et sociale », COM (2007) 694 final, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, mai.

Cahiers de recherche

Série Politique Economique

2006

N°1 – 2006/1

N. Eyckmans, O. Meunier et M. Mignolet, La déduction des intérêts notionnels et son impact sur le coût du capital.

N°2 – 2006/2

R. Deschamps, Enseignement francophone : Qu'avons-nous fait du refinancement?

N°3 – 2006/3

J. Dubois, C. Janssens, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2006 à 2016.

N°4 – 2006/4

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région de Bruxelles-Capitale de 2006 à 2016.

N°5 – 2006/5

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Commission communautaire française de 2006 à 2016.

N°6 – 2006/6

V. Schmitz, J. Dubois, C. Janssens et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Communauté française de 2006 à 2016.

N°7 – 2006/7

R. Deschamps, Le fédéralisme belge a-t-il de l'avenir.

N°8 – 2006/8

O. Meunier, M. Mignolet et M-E Mulquin, Les transferts interrégionaux en Belgique : discussion du « Manifeste pour une Flandre indépendante ».

N°9 – 2006/9

J. Dubois et R. Deschamps, Comparaisons interrégionale et intercommunautaire des budgets 2006 des entités fédérées.

N°10 – 2006/10

C. Ernaelsteen, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Dépenses privées et publiques de recherche et développement : diagnostic et perspectives en vue de l'objectif de Barcelone.

2007

N°11 – 2007/1

O. Meunier, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Les transferts interrégionaux en Belgique : une approche historique.

N°12 – 2007/2

O. Meunier et M. Mignolet, Mobilité des bases taxables à l'impôt des sociétés.

N°13 – 2007/3

N. Chaidron, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Croissance du secteur industriel entre 1995 et 2004 : une comparaison Wallonie – Flandre.

N°14 – 2007/4

J. Dubois, C. Janssens, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2007 à 2017.

N°15 – 2007/5

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région de Bruxelles-Capitale de 2007 à 2017.

N°16 – 2007/6

V. Schmitz, C. Janssens, J. Dubois et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Communauté française de 2007 à 2017.

N°17 – 2007/7

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Commission communautaire française de 2007 à 2017.

N°18 – 2007/8

J. Dubois, C. Janssens, V. Schmitz et R. Deschamps, Comparaisons interrégionale et intercommunautaire des budgets de dépenses 2007 des Entités fédérées.

N°19 – 2007/9

O. Meunier, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Les transferts interrégionaux en Belgique. Extrait de l'ouvrage intitulé « L'espace Wallonie - Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique », sous la direction de B. Bayenet, H. Capron et P. Liégeois (De Boeck Université, 2007).

N°20 – 2007/10

R. Deschamps, Fédéralisme ou scission du pays ; l'enjeu des finances publiques régionales.

Extrait de l'ouvrage intitulé « L'espace Wallonie - Bruxelles. Voyage au bout de la Belgique », sous la direction de B. Bayenet, H. Capron et P. Liégeois (De Boeck Université, 2007).

N°21 – 2007/11

C. Ernaelsteen, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Premières expériences de projections macroéconomiques régionales à l'aide d'une démarche « top-down ».

2008

N°22 – 2008/1

C. Ernaelsteen, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Financement des Régions, clé IPP et démographie.

N°23 – 2008/2

A. Joksin, N. Chaidron, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Salaires et coût du travail : constat émergent des données sectorielles régionales.

N°24 – 2008/3

M. Lannoy, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Dépenses régionales de R&D : diagnostic et perspectives en vue de l' « objectif de Barcelone ».

N°25 – 2008/4

S. Collet, G. Weickmans et R. Deschamps, Les politiques d'emploi et de formation en Belgique : estimation du coût des politiques wallonnes et comparaisons interrégionales et intercommunautaires.

N°26 – 2008/5

N. Chaidron, M. Mignolet et M-E. Mulquin, Les Revenus Régionaux Bruts (RRB) en Belgique : un exercice d'évaluation sur la période 1995 à 2004.

N°27 – 2008/6

R. Deschamps, La politique de l'emploi et la négociation salariale dans l'Etat fédéral belge.

Ce texte est paru dans l'ouvrage « Réflexions sur le Fédéralisme Social – Gedachten over Sociaal Federalisme », Bea Cantillon ed, ACCO, février 2008.

N°28 – 2008/7

H. Laurent, O. Meunier et M. Mignolet, Quel instrument choisir pour relancer les investissements dans les régions en retard ?

Ce document a été présenté lors du 17^e Congrès des Economistes belges de Langue française (Louvain-la-Neuve, 21 et 22 Novembre 2007).

N°29 – 2008/8

J. Dubois, C. Janssens, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région wallonne de 2008 à 2018.

N°30 – 2008/9

V. Schmitz, J. Dubois, C. Janssens et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Communauté française de 2008 à 2018.

N°31 – 2008/10

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Région de Bruxelles-Capitale de 2008 à 2018.

N°32 – 2008/11

C. Janssens, J. Dubois, V. Schmitz et R. Deschamps, Les perspectives budgétaires de la Commission communautaire française de 2008 à 2018.

N°33 – 2008/12

V. Schmitz et R. Deschamps, Financement et dépenses d'enseignement et de recherche fondamentale en Belgique – Evolutions et comparaisons communautaires.

N°34 – 2008/13

R. Deschamps, Enseignement francophone. On peut faire mieux, mais comment ?

N°35 – 2008/14

J. Dubois, C. Janssens, V. Schmitz et R. Deschamps, Comparaisons interrégionale et intercommunautaire des budgets des dépenses 2008 des Entités fédérées.

2009

N°36 – 2009/1

C. Ernaelsteen, M. Mignolet et M-E. Mulquin , La croissance économique du secteur industriel entre 1995 et 2006 : une comparaison Wallonie-Flandre.

N°37 – 2009/2

C. Ernaelsteen et M. Dejardin, La performance macroéconomique wallonne. Quelques points de repères.

Cet article a été publié dans le numéro mai-juin 2009 de La Revue Nouvelle, pp. 37-45.